ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 7 décembre 1972, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "établissant la classification des communes et déterminant l'orthographe des noms des communes", a donné le 13 décembre 1972 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 7e december 1972 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de rangschikking der gemeenten en van de schrijfwijze van de gemeentenamen", heeft de 13 december 1972 het volgend advies gegeven :

I.

Quant au fond, le projet tend :

1° à mettre la classification des communes relative au nombre des échevins et des conseillers communaux, en concordance avec les résultats du recensement décennal de la population au 31 décembre 1970, publiés au Moniteur belge du 2 septembre 1972 ;

2° à mettre à jour, au point de vue de leur orthographe, la liste des noms des communes qui figurent dans cette classification.

Techniquement, le projet comporte, outre l'article exécutoire :

- un article modificatif, qui remplace intégralement le tableau annexé à l'arrêté royal du 20 août 1970 ;

- un article autonome, aux termes duquel "l'orthographe des noms des communes est déterminée telle qu'elle figure au tableau susvisé".

II.

En tant qu'il modifie la classification des communes, le projet trouve son fondement dans l'article 19 de la loi communale, tel qu'il a été modifié par la loi du 22 juillet 1932 et aux termes duquel "la classification des communes conformément aux articles 3 et 4 (de la loi communale) est mise en concordance, par arrêté royal, avec le chiffre de la population résultant du recensement général de la population, dans les deux ans qui suivent chaque recensement". Cette base légale ne nécessite aucun commentaire.

.../...

III.

En tant qu'il détermine à nouveau l'orthographe des noms des communes, le projet trouve son fondement dans l'article 4 de la loi du 26 mai 1882 portant revision du tableau de classification des communes, aux termes duquel "le Gouvernement déterminera, par arrêté royal, l'orthographe des noms des communes et des hameaux".

La section de législation du Conseil d'Etat a déclaré, en substance, à plusieurs reprises - et principalement dans ses avis L.8793, L.8876 et L.9225, des 17 avril 1963, 8 juin 1964 et 1er mars 1965 - que le Roi ne peut, sans habilitation expresse, ni modifier la dénomination d'une commune, ni même en supprimer une version lorsque la dénomination existe dans plus d'une langue nationale ; que l'article 4 de la loi du 26 mai 1882 ne donne pas au Roi le pouvoir de modifier les dénominations des communes au-delà de l'orthographe, au sens strict du mot, de ces dénominations ; et qu'enfin, la loi du 2 août 1963 sur l'emploi des langues en matière administrative n'autorise nullement le Roi à modifier la terminologie propre à chaque langue nationale, en particulier la terminologie officielle relative aux communes du Royaume.

Il résulte de cette jurisprudence que toute modification non purement orthographique que le projet apporterait à la dénomination d'une commune, ne serait-ce que par la suppression de la version dans une seconde langue, devrait être rejetée comme illégale, si elle ne trouvait sa justification dans une disposition législative en vigueur, expresse ou implicite.

.../...

A propos du caractère orthographique ou non orthographique d'une modification, il existe des cas limites. Ainsi, un arrêté royal (non publié) du 13 octobre 1972 a notamment transformé, à la demande de la commune intéressée, le nom "Roeulx" en "Le Roeulx". On doit y voir le souci de rétablir dans son intégrité une dénomination d'usage immémorial et que les habitants de la ville et de la région n'ont jamais abandonnée. Il faut certes encourager la tendance à rétablir, dans la liste officielle des noms des communes, ces dénominations de forme particulière qu'on rencontre dans plusieurs communes des provinces wallonnes et qui sont composées d'un nom et d'un article (article qui, dans le bon usage, se contracte avec les prépositions "à" et "de", comme il le fait dans les expressions : "la Ville du Havre" et "je vais au Havre"). Il n'empêche que, si l'orthographe est bien "l'art et la manière d'écrire correctement les mots d'une langue", on ne saurait considérer comme une simple modification de l'orthographe d'un nom de commune, le fait d'ajouter à ce nom un ou plusieurs mots, fût-ce un article. Une loi serait donc nécessaire pour opérer de telles modifications.

A quels textes fallait-il se référer pour vérifier la légalité des dénominations du projet ? Le dernier tableau légal de classification des communes était annexé à la loi du 22 juillet 1932. Depuis lors, la liste complète la plus récente (et peut-être la seule) qui ait paru dans une loi, est celle qui figure à l'article 1er de l'annexe du Code judiciaire intitulée : "Limites territoriales et siège des cours et tribunaux". Assurément, la fixation des dénominations officielles des communes n'était pas un des objets

.../...

de l'élaboration du Code judiciaire. On ne peut nier, cependant, que les auteurs de celui-ci ont eu l'attention attirée sur ces dénominations, qu'ils devaient reproduire, éventuellement, en deux versions différentes : le plus souvent la française et la néerlandaise, parfois la française et l'allemande (voir notamment les §§ 170, 172 et 173). Or, ils ont souvent reproduit des dénominations dont le dernier état avait été fixé par arrêté royal. En n'amendant point celles-ci, le législateur les a implicitement, mais incontestablement, légalisées. C'est donc au moyen de cette liste-là que celle du projet a été contrôlée, en tenant compte des modifications qui y ont été apportées par les "lois de fusions" postérieures.

Il est à noter que les modifications purement orthographiques n'ont pas besoin de justification légale. Les arrêtés royaux ayant pareil objet, qui sont pris traditionnellement à la veille de la publication d'un nouveau tableau de classification, sont donc superflus.

IV.

L'intitulé du projet devrait être complété par la mention de l'objet de la classification des communes.

V.

Au préambule, il est opportun de viser (comme le projet s'efforce de le faire), outre les fondements légaux des pouvoirs du Roi, toutes les dispositions législatives qui justifient les modifications apportées au tableau depuis le recensement décennal précédent, du 31 décembre 1961. On peut les énumérer comme suit :

.../...

- les lois réalisant ou ratifiant des fusions de communes : elles justifient la disparition de certains noms et l'apparition de certains noms nouveaux, ainsi que certains des nouveaux chiffres de population ;

- la publication du recensement décennal de 1970 : elle justifie la plupart des nouveaux chiffres de population ;

- les articles 3 et 4 de la loi communale : ils justifient le classement normal des communes ;

- certains articles des arrêtés et des lois de fusions : ils justifient les nombres exceptionnels d'échevins et de conseillers attribués à titre transitoire aux communes issues des fusions (ils doivent donc être visés spécialement) ;

- le Code judiciaire et les lois de fusions qui l'ont modifié : ils justifient les modifications (non orthographiques) apportées aux noms des communes.

VI.

L'article 1er du projet remplace le tableau annexé à l'arrêté royal du 20 août 1970. Or, celui-ci remplaçait le tableau annexé à l'arrêté royal du 23 décembre 1963 ; ce dernier remplaçait le tableau annexé à l'arrêté du Régent du 20 décembre 1949, qui remplaçait lui-même le tableau annexé à la loi du 22 juillet 1932.

.../...

Contrairement aux arrêtés de 1970 et de 1963, l'arrêté de 1949 contenait un second article ainsi conçu : "L'orthographe des noms des communes est déterminée telle qu'elle figure audit tableau". Cet article, qui n'a jamais été abrogé, a donné une double portée non seulement au tableau annexé à l'arrêté de 1949, mais aussi à ceux qui furent annexés aux arrêtés de 1963 et 1970.

Le présent projet reproduit cet article 2. Il peut donc abroger l'arrêté de 1949, tel qu'il est actuellement modifié, et son article 1er peut devenir un article "autonome", et non plus modificatif.

VII.

L'abrogation précitée nécessite un article 3 nouveau, abrogatoire ; l'article 3 du projet devenant alors un article 4.

VIII.

Les quatre intitulés de l'annexe peuvent être ramenés à trois : le seul mot "ANNEXES" et deux sous-titres relatifs, l'un, aux classes "abstraites" établies par la loi communale ; l'autre, au classement concret de toutes les communes du Royaume.

.../...

IX.

Le tableau liminaire de l'annexe est le résultat de la combinaison des deux classifications opérées respectivement par les articles 3 et 4 de la loi communale. L'article 3, relatif au nombre d'échevins, prévoit 4 classes et cite à part les 5 plus grandes villes du pays ; l'article 4, relatif aux conseillers, prévoit 21 classes. Le tableau liminaire, en fusionnant les deux classements, établit une liste de 22 classes, suivie de 3 notes relatives aux nombres des échevins des 5 plus grandes villes.

Afin de mieux attirer l'attention, il importe de relier lesdites notes au tableau par des appels de notes, à placer dans la colonne "Echevin", en regard des chiffres de population correspondant à ceux des 5 grandes villes.

X.

Après collationnement avec le Code judiciaire, la liste des noms des communes appelle les observations suivantes:

1° à la page 3, le nom "O.L.V.Waver" doit être écrit en entier : "Onze-Lieve-Vrouw-Waver" ;

2° à la page 24, le nom "Le Roeulx" doit être remplacé par "Roeulx" (voir l'observation III, alinéa 4, ci-dessus) ;

3° à la page 31, le nom "Clermont" doit être complété par les mots : "sous-Huy" (annexe au Code judiciaire, § 154) ;

.../...

4° à la page 35, le nom "Mons" doit être complété par les mots : "lez-Liège" (annexe au Code judiciaire, § 160) ;

5° à la page 36, c'est sans doute par inadvertance que le projet porte "Rétinne" au lieu de "Retinne" (annexe au Code judiciaire, § 157) ;

6° aux pages 36bis et 37, les versions française et allemande des noms des communes de la région de langue allemande doivent être interverties : ce sont les noms français qui doivent venir en second lieu, entre parenthèses. Il s'agit des communes suivantes :

- Amblève (Amel),
- Bullange (Büllingen),
- Butgenbach (Bütgenbach),
- La Calamine (Kelmis),
- Saint-Vith (Sankt-Vith).

La graphie "Kalmis" qui figure au Code judiciaire (§ 170) a déjà été modifiée en "Kelmis" par l'arrêté royal du 13 octobre 1972, non publié.

7° à la page 39, le nom "Saint-Georges" doit être complété par les mots : "sur-Meuse" (annexe au Code judiciaire, § 155);

8° à la page 43, il y a lieu d'écrire "Nerem" au lieu de "Neerem", conformément au Code judiciaire (annexe au Code judiciaire, § 191) ;

9° à la page 57, le nom "Bossière" est peu lisible sur les exemplaires fournis au Conseil d'Etat. Si une "s" y avait été omise, ce serait sûrement par inadvertance.

.../...

XI.

A la fin d'une annexe, il est d'usage d'écrire "Vu pour être annexé ..." (et non "Approuvé pour être annexé").

*
* *

Les diverses modifications suggérées ci-dessus et quelques autres de pure forme ont été réalisées dans le nouveau texte proposé ci-après :

ARRETE ROYAL DETERMINANT L'ORTHOGRAPHE DES NOMS DES COMMUNES DU ROYAUME ET CLASSANT CELLES-CI EN FONCTION DES NOMBRES D'ECHEVINS ET DE CONSEILLERS COMMUNAUX AUXQUELS ELLES ONT DROIT.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu les articles 3, 4 et 19 de la loi communale, modifiés par les lois des 9 juillet et 30 novembre 1970 ;

Vu l'article 4 de la loi du 26 mai 1882 portant revision du tableau de classification des communes ;

Vu les lois des 2 et 6 juillet 1964 portant ratification d'arrêtés royaux, et d'une deuxième série d'arrêtés royaux, pris en exécution des articles 91 et 92 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier ;

.../...

Vu la loi du 31 décembre 1964 portant : 1° agrandissement de la ville de Gand et des communes de Zelzate et Wachtebeke ; 2° fusion des communes d'Ertvelde et Kluizen ;

Vu la loi du 10 octobre 1967 contenant le Code judiciaire, notamment l' annexe intitulée "Limites territoriales et siège des cours et tribunaux" ;

Vu la loi du 26 mars 1969 réunissant la commune de Chokier à celle de Flémalle-Haute ;

Vu l'article 3 de la loi du 9 juillet 1970 modificative de la loi communale ;

Vu la loi du 10 juillet 1970 fusionnant les communes de Grâce-Berleur et de Hollogne-aux-Pierres, notamment l'article 9 ;

Vu la loi du 17 juillet 1970 portant ratification d'une troisième série d'arrêtés royaux pris en exécution des articles 91 et 92 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, notamment l'article 105 ;

Vu la loi du 17 juillet 1970 portant ratification d'un arrêté royal pris en exécution des articles 91 et 92 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, notamment l'article 7 de cet arrêté royal du 29 juin 1970 ;

.../...

Vu les états du recensement général de la population au 31 décembre 1970, publiés au Moniteur belge du 2 septembre 1972 ;

Vu la loi du 9 avril 1971 portant ratification d'une quatrième série d'arrêtés royaux pris en exécution des articles 91 et 92 de la loi du 14 février 1961 d'expansion économique, de progrès social et de redressement financier, notamment les articles 5 des sept arrêtés du 8 décembre 1970 et les articles 6 des deux arrêtés du 18 février 1971 ;

Vu l'avis du Conseil d'Etat ;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Article 1er.-

Les communes du Royaume sont classées et les nombres de leurs échevins et conseillers communaux sont fixés conformément au tableau annexé au présent arrêté.

Article 2.-

L'orthographe des noms des communes est déterminée telle qu'elle figure au tableau susvisé.

.../...

Article 3.-

Est abrogé, l'arrêté du Régent du 20 décembre 1949 apportant des modifications à la classification des communes et déterminant l'orthographe des noms des communes, modifié par l'arrêté royal du 20 août 1970.

Article 4.-

Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'Intérieur,

.../...

A N N E X E S.

I. Classification des communes, résultant des articles 3 et 4 combinés de la loi communale.

(Ici le tableau liminaire de l'annexe du projet, avec les appels de notes et les notes présentés comme suit :)

(CLASSES)	(COMMUNES)	(ECHEVINS)	(CONSEILLERS)
8e	de 20.000 à 24.999 h.	5 (a)	19
18e	de 100.000 à 149.999 h.	6 (b)	39
19e	de 150.000 à 199.999 h.	- (b)	41
20e	de 200.000 à 249.999 h.	- (c)	43

(a) Il y a 6 échevins dans la ville de Charleroi
(b) Il y a 8 échevins dans les villes de Bruxelles, Gand et Liège.
(c) Il y a 10 échevins dans la ville d'Anvers.

II. Tableau de classement des communes, établi en exécution de l'article 19 de la loi communale.

(Ici le tableau général des communes, en tenant compte des observations faites sub X ci-dessus).

Vu pour être annexé à Notre arrêté du . . .

PAR LE ROI :

Le Ministre de l'Intérieur,

I.

Inhoudelijk gezien bedoelt het ontwerp :

1° de rangschikking van de gemeenten met betrekking tot het aantal schepenen en raadsleden in overeenstemming te brengen de uitslag van de tienjaarlijkse volkstelling per 31 december 1970, zoals die in het Belgische Staatsblad van 2 september 1972 bekendgemaakt is;

2° de lijst van de in die rangschikking voorkomende gemeentenamen uit een oogpunt van spelling bij te werken.

Technisch gezien bevat het ontwerp, behalve een uitvoeringsartikel :
- een wijzigingsartikel, dat de bij het koninklijk besluit van 20 augustus 1970 gevoegde lijst in haar geheel vervangt;
- een op zichzelf staand artikel luidens hetwelk "de schrijfwijze van de gemeentenamen wordt vastgesteld zoals ze in de evengenoemde tabel voorkomt".

II.

In zover het de rangschikking van gemeenten wijzigt, ontleent het ontwerp zijn rechtsgrond aan artikel 19 van de gemeentewet, zoals het gewijzigd is bij de wet van 22 juli 1932, en luidens hetwelk "de rangschikking van de gemeenten overeenkomstig de artikelen 3 en 4 van de gemeentewet bij koninklijk besluit in overeenstem-

.../...

ming wordt gebracht met het bevolkingscijfer dat blijkt uit de algemene volkstelling, en zulks binnen twee jaar na elke telling". Stof tot commentaar levert die rechtsgrond niet op.

III.

In zover het de schrijfwijze van de gemeentenamen opnieuw bepaalt, ontleent het ontwerp zijn rechtsgrond aan artikel 4 van de wet van 26 mei 1882 houdende herziening van de tabel van rangschikking der gemeenten luidens hetwelk "de regering de spelling der namen van de gemeenten en van de gehuchten bij koninklijk besluit zal bepalen".

De afdeling wetgeving van de Raad van State heeft al bij herhaling - vooral in haar adviezen L. 8793, L. 8876 en L. 9225, van 17 april 1963, 8 juni 1964 en 1 maart 1965 - verklaard dat de Koning, zonder uitdrukkelijke bevoegdverklaring, noch een gemeentenaam mag veranderen, noch zelfs een versie mag afschaffen als de benaming in meer dan één landstaal bestaat; dat artikel 4 van de wet van 26 mei 1882 de Koning niet machtigt om gemeentenamen buiten de spelling in enge zin om te wijzigen; tenslotte dat de wet van 2 augustus 1963 op het gebruik van de talen in bestuurszaken de Koning in genen dele toestaat de aan iedere landstaal eigen terminologie, in het bijzonder de officiële terminologie betreffende de gemeenten van het Koninkrijk te wijzigen.

.../...

Uit die rechtspraak volgt dat een door het ontwerp in een gemeentebenaming aangebrachte wijziging die meer dan de spelling zou betreffen, al was het maar door het schrappen van de versie in een tweede landstaal, als onwettig van de hand zou moeten worden gewezen als zij niet stoelde op een uitdrukkelijke of inpliciet geldende wetsbepaling.

In verband met de vraag of bepaalde wijzigingen al dan niet de spelling betreffen, moet erop gewezen worden dat er grensgevallen zijn. Een (niet bekendgemaakt) koninklijk besluit van 13 oktober 1972 heeft onder meer, op verzoek van de betrokken gemeente, de naam "Roeulx" veranderd in "Le Roeulx". De verklaring daarvoor is de zorg om een naam weer in zijn geheel te herstellen in de vorm die van oudsher gebruikelijk is geweest en die de inwoners van de stad en streek nooit hebben opgegeven. Het verdient stellig aanmoediging, dat opgekomen wordt voor het streven om in de officiële lijst van gemeentenamen terug te grijpen naar die bijzondere soort van benamingen - zoals vele Waalse gemeenten die hebben - die uit een lidwoord en een substantief bestaan (in het correcte taalgebruik is er dan vaak samentrekking met "à" en "de", bijvoorbeeld : "La Ville du Havre" en "je vais au Havre"). Maar als spelling is de kunst en de wijze om de woorden correct te schrijven, dan kan de toevoeging van een of meer woorden, al is het maar een lidwoord, niet als alleen maar een wijziging van de spelling van een gemeentenaam worden beschouwd. Zodanige wijzigingen zouden dus noodzakelijk bij wet moeten geschieden.

.../...

Aan de hand van welke teksten nu moest de wettigheid van de benamingen van het ontwerp worden getoetst ? De jongste wettelijke lijst met de rangschikking van gemeenten is gevoegd bij de wet van 22 juli 1932. Sindsdien is de recentste (allicht de enige) volledige lijst nog in een wet verschenen, namelijk in artikel 1 van het bijvoegsel van het Gerechtelijk Wetboek : "Gebiedsomschrijving en zetel van hoven en rechtbanken". Nu was het vastleggen van officiële gemeentenamen wel niet de hoofdzorg bij het opmaken van het Gerechtelijk Wetboek, maar het valt niet te ontkennen dat de stellers aandacht hebben besteed aan die benamingen, die zij eventueel in twee versies moesten aanhalen : meestal in het Nederlands en in het Frans, af en toe in het Frans en in het Duits (zie namelijk de §§ 170, 172 en 173). In veel gevallen hebben zij de benamingen overgenomen in de laatste staat waarin zij bij koninklijk besluit waren vastgesteld. Door die niet te amenderen heeft de wetgever ze stilzwijgend, maar onbetwistbaar, gelegaliseerd. Die lijst heeft dan ook gediend voor de collatie met de lijst van het ontwerp, in acht genomen een aantal wijzigingen die er bij latere "fusiewetten" in aangebracht zijn.

Zuivere spellingwijzigingen behoeven geen wettelijke rechtvaardigingsgrond. Koninklijke besluiten met een zodanig object, die doorgaans op de vooravond van de publikatie van een nieuwe rangschikkingslijst tot stand komen, zijn dus overbodig.

.../...

IV.

In het opschrift van het ontwerp zou ook het doel van de rangschikking van de gemeenten moeten worden vermeld.

V.

In de aanhef is het raadzaam (zoals het ontwerp al tracht te doen), behalve naar de rechtsgrond van 's Konings bevoegdheid ook te verwijzen naar de wetsbepalingen die een verantwoording opleveren voor de wijzigingen die sinds de vorige tienjaarlijkse telling per 31 december 1961 in de lijst zijn aangebracht, namelijk :

- de wetten tot verwezenlijking of bekrachtiging van samenvoegingen van gemeenten : zij verantwoorden het verdwijnen van een aantal namen en het opdagen van een aantal nieuwe namen, en ook bepaalde bevolkingscijfers;

- de bekendmaking van de tienjaarlijkse volkstelling in 1970 : zij verantwoordt de meeste nieuwe bevolkingscijfers;

- de artikelen 3 en 4 van de gemeentewet : zij verantwoorden de normale rangschikking van de gemeenten;

.../...

- bepaalde artikelen van fusiewetten en -besluiten : zij verantwoorden het ongewone getal schepenen en raadsleden die bij overgangsmaatregel toegewezen worden aan uit samenvoeging ontstane gemeenten (ze moeten dus speciaal worden vermeld);

- het Gerechtelijk Wetboek en de samenvoegingswetten die het hebben gewijzigd : zij verantwoorden de wijzigingen (behalve van de schrijfwijze) die in de gemeentenamen zijn aangebracht.

VI.

Artikel 1 van het ontwerp voorziet in de vervanging van de bij het koninklijk besluit van 20 augustus 1970 gevoegde tabel, die op haar beurt in de plaats was gekomen voor de tabel, die bij het koninklijk besluit van 23 december 1963 was gevoegd; deze laatste was in de plaats gekomen voor de bij het besluit van de Regent van 20 december 1949 gevoegde tabel, die zelf bij de wet van 22 juli 1932 gevoegde tabel vervangen had.

Anders dan in de besluiten van 1970 en van 1963 stond in het besluit van 1949 een artikel 2 : "De schrijfwijze der gemeentenamen wordt vastgesteld zoals zij in de evengenoemde tabel voorkomt". Dat inmiddels nooit opgeheven artikel heeft een tweeledige waarde gegeven niet alleen aan de tabel bij het besluit van 1949 maar ook aan de tabellen bij de besluiten van 1963 en 1970.

.../...

Het onderhavige ontwerp neemt dat artikel 2 wel over. Het kan dus het besluit van 1949, zoals het thans wordt gewijzigd, opheffen en artikel 1 kan een op zichzelfstaand artikel worden in plaats van een wijzigingsartikel.

VII.

Die opheffing maakt een nieuw opheffingsartikel 3 noodzakelijk, waardoor artikel 3 van het ontwerp dan artikel 4 wordt.

VIII.

Van de vier opschriften van de bijlage kunnen er drie worden gemaakt : onder het ene woord "BIJLAGEN" en twee ondertitels, een voor de door de gemeentewet bepaalde "abstracte klassen", een ander voor de concrete rangschikking van alle gemeenten van het Rijk.

IX.

De inleidende tabel van de bijlage is ontstaan uit d de combinatie van de twee rangschikkingen die onderscheidenlijk door de artikelen 3 en 4 van de gemeentewet worden aangelegd. Artikel 3, dat het aantal schepenen betreft, telt vier klassen en noemt de vijf grootste steden van het land afzonderlijk; artikel 4 betreft de raadsleden en

.../...

telt 21 klassen. De inleidende tabel, die de twee rangschikkingen verwerkt, legt een lijst van 22 klassen aan, gevolgd door drie noten betreffende het aantal schepenen in de vijf grootste steden.

Om de zaken duidelijker te stellen, verbinde men die noten met de tabel door verwijzingen in de kolom "Schepenen", naast de bevolkingscijfers die met die van de vijf grote steden overeenstemmen.

X.

Een vergelijking met de teksten van het Gerechtelijk Wetboek leidt tot de volgende opmerkingen bij de lijst van de gemeentenamen :

1° op bladzijde 3 moet de naam "O.L.V.Waver" voluit worden geschreven : "Onze-Lieve-Vrouw-Waver";

2° de bladzijde 24 moet de naam "Le Roeulx" worden vervangen door "Roeulx" (zie opmerking III, vierde alinea, hiervoren);

3° op bladzijde 31 moet de naam "Clermont" worden aangevuld met de woorden "sous-Huy" (bijvoegsel Gerechtelijk Wetboek, § 154);

.../...

4° op bladzijde 35 moet de naam "Mons" worden aangevuld met de woorden "lez-Liège" (bijvoegsel Gerechtelijk Wetboek, § 160);

5° op bladzijde 36 vermeldt het ontwerp blijkbaar door onachtzaamheid "Rétinne" in plaats van "Retinne" (bijvoegsel Gerechtelijk Wetboek, § 157);

6° op de bladzijden 36bis en 37 moeten de Franse en de Duitse versies van de namen der gemaanten uit het Duitse taalgebied in omgekeerde volgorde worden gelezen : de Franse namen moeten op de tweede plaats komen, tussen haakjes. Het betreft de volgende gemeenten :

- Amblève (Amel),
- Bullange (Büllingen),
- Butgenbach (Bütgenbach),
- La Calamine (Kelmis),
- Saint-Vith (Sankt-Vith).

De schrijfwijze "Kalmis" uit het Gerechtelijk Wetboek (§ 170) is reeds in "Kelmis" veranderd bij het koninklijk besluit van 13 oktober 1972, dat niet bekendgemaakt is.

7° op bladzijde 39 moet de naam "Saint-Georges" worden aangevuld met de woorden "sur-Meuse" (bijvoegsel Gerechtelijk Wetboek, § 155);

.../...

8° op bladzijde 43 moet "Nerem" worden gelezen in plaats van "Neerem", overeenkomstig het Gerechtelijk Wetboek (bijvoegsel Gerechtelijk Wetboek, § 191);

9° op bladzijde 57 is de naam "Bossière" niet goed leesbaar op de aan de Raad van State overgelegde exemplaren. Als een "s" vergeten is moet dat een tikfout zijn.

XI.

Het gebruikelijke formulier onderaan op een bijlage is : "Ons bekend om te worden gevoegd bij ... " (en niet "Goedgekeurd om te worden gevoegd bij ... ").

*

* *

De diverse wijzigingen die hiervoren in overweging zijn gegeven, zijn samen met enkele vormwijzigingen in de hierna voorgestelde tekst verwerkt :

.../...

KONINKLIJK BESLUIT TOT VASTSTELLING VAN DE SCHRIJFWIJZE VAN DE NAMEN DER GEMEENTEN VAN HET RIJK EN TOT RANGSCHIKKING VAN DIE GEMEENTEN VOLGENS HET AANTAL SCHEPENEN EN GEMEENTERAADSLEDEN WAAROP ZIJ RECHT HEBBEN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, ONZE GROET.

Gelet op de artikelen 3, 4 en 19 van de gemeentewet, gewijzigd bij de wetten van 9 juli en 30 november 1970;

Gelet op artikel 4 van de wet van 26 mei 1882 houdende herziening van de gemeenterangschikkingstabel;

Gelet op de wetten van 2 en 6 juli 1964 tot bekrachtiging van koninklijke besluiten en van een tweede reeks koninklijke besluiten genomen in uitvoering van de artikelen 91 en 92 van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel;

Gelet op de wet van 31 december 1964 houdende : 1° uitbreiding van de stad Gent en de gemeente Zelzate en Wachtebeke; 2° samenvoeging der gemeenten Ertvelde en Kluizen;

Gelet op de wet van 10 oktober 1967 houdende het Gerechtelijk Wetboek, inzonderheid het bijvoegsel "Gebiedsomschrijving en zetel van hoven en rechtbanken";

.../...

Gelet op de wet van 26 maart 1969 tot vereniging van de gemeente Chokier met de gemeente Flémalle-Haute;

Gelet op artikel 3 van de wet van 9 juli 1970 houdende wijziging van de gemeentewet;

Gelet op de wet van 10 juli 1970 tot samenvoeging van de gemeenten Grâce-Berleur en Hollogne-aux Pierres, inzonderheid op artikel 9;

Gelet op de wet van 17 juli 1970 houdende bekrachtiging van een derde reeks koninklijke besluiten genomen in uitvoering van de artikelen 91 en 92 van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel, inzonderheid op artikel 105;

Gelet op de wet van 17 juli 1970 houdende bekrachtiging van een koninklijk besluit genomen in uitvoering van de artikelen 91 en 92 van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel, inzonderheid op artikel 7 van dat koninklijk besluit van 29 juni 1970;

Gelet op de lijsten van de algemene volkstelling op 31 december 1970, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 2 september 1972;

.../...

Gelet op de wet van 9 april 1971 houdende bekrachtiging van een vierde reeks koninklijke besluiten genomen in uitvoering van de artikelen 91 en 92 van de wet van 14 februari 1961 voor economische expansie, sociale vooruitgang en financieel herstel, inzonderheid op artikel 5 van de zeven besluiten van 8 december 1970 en op artikel 6 van de twee besluiten van 18 februari 1971;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Artikel 1.-

De gemeenten van het Rijk worden ingedeeld en het getal van hun schepenen en gemeenteraadsleden wordt bepaald overeenkomstig de bij dit besluit gevoegde tabel.

Artikel 2.-

De schrijfwijze van de gemeentenamen is die welke gebruikt is in bedoelde tabel.

.../...

Artikel 3.-

Het besluit van de Regent van 20 december 1949 tot wijziging van de rangschikking der gemeenten en tot vaststelling van de schrijfwijze der gemeentenamen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 20 augustus 1970, wordt opgeheven.

Artikel 4.-

Onze Minister van Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te

VAN KONINGSWEGE

De Minister van Binnenlandse Zaken,

B I J L A G E N.

I. Rangschikking van de gemeenten, volgend uit de gecombineerde artikelen 3 en 4 van de gemeentewet.

(Hier volgt de inleidende tabel van de bijlage van het ontwerp, met de verwijzingen en noten in dezer voege :)

(KLASSEN)	(GEMEENTEN)	(SCHEPENEN)	(RAADSLEDEN)
	van 20.000 tot 24.999 inw.	5 (a)	19
18e	van 100.000 tot 149.999 inw.	6 (b)	39
19e	van 150.000 tot 199.999 inw.	- (b)	41
20e	van 200.000 tot 249.999 inw.	- (c)	43

(a) Er zijn 6 schepenen in de stad Charleroi.
(b) Er zijn 8 schepenen in de steden Brussel, Gent en Luik.
(c) Er zijn 10 schepenen in de stad Antwerpen.

II. Tabel tot rangschikking van de gemeenten, opgemaakt ter uitvoering van artikel 19 van de gemeentewet.

(Hier volgt de algemene tabel van de gemeenten, met inachtneming van de onder X hiervoren gemaakte opmerkingen).

Ons bekend om te worden gevoegd bij Ons besluit van ...

VAN KONINGSWEGE :

De Minister van Binnenlandse Zaken,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	G. HOLOYE,	président de chambre, kamervoorzitter,
	G. VAN BUNNEN,	conseillers d'Etat,
	J. MASQUELIN ,	staatsraden,
	P. DE VISSCHER,	assesseur de la section de législation,
	G. ARONSTEIN,	bijzitters van de afdeling wetgeving,
Madame : Mevrouw :	J. TRUYEN,	greffier, griffier,

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. G. BOLAND, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. BOLAND, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, — LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS . — G. HOLOYE.